



## Agir pour contrer la traite humaine

Renaude Grégoire<sup>1</sup>

Depuis quelques années, il y a une prise de conscience croissante envers le fléau mondial que représente la traite humaine, internationale et interne, en vue de l'exploitation sexuelle. Plusieurs organisations constatent que les événements sportifs d'envergure sont propices à la traite des femmes et des enfants et elles craignent que les jeux olympiques de Vancouver n'échappent pas à cette déplorable tendance.

En 2004, pour les Jeux Olympiques d'Athènes, 4 000 femmes et enfants ont été trafiqués. Pour la coupe du monde de 2006 de la FIFA (Fédération Internationale de Football Association) en Allemagne, on estime que plus de 20 000 personnes ont subi le même sort. Et durant les Jeux Olympiques de Sydney en 2000, 10 000 femmes ont été « importées » pour répondre aux « besoins sexuels » des athlètes et de leur supporters. Dans l'édition du 20 février 2009 du *Church Times*, on souligne que le Synode anglican de l'Église d'Angleterre exprimait des inquiétudes concernant la traite humaine à des fins d'exploitation sexuelle en lien avec la tenue des jeux olympiques de Londres de 2012.

### **Vancouver et les jeux olympiques 2010**

Dans un rapport sur la traite des personnes, Laura Barnett<sup>2</sup>, de la division du droit et du gouvernement (Canada), affirme :

*On a également constaté une corrélation entre la traite des personnes et de grands événements publics, comme le cas des femmes qui auraient été amenées à Vancouver d'ailleurs au Canada à titre de travailleuses du sexe pour de la prostitution forcée durant Expo 86. Certaines personnes sont préoccupées que les Jeux Olympiques d'hiver de 2010 ne donnent lieu à une autre importation en masse.*

Ainsi, en 2007, dans son premier rapport, le Comité permanent de la condition féminine du sénat recommandait

*Que le gouvernement mette au point, avant l'ouverture des Jeux olympiques de 2010 et de concert avec les gouvernements provinciaux et les administrations municipales et des spécialistes de la police, des organisations internationales et des ONG, un plan visant à enrayer la traite des femmes et des enfants à des fins d'exploitation sexuelle à mettre à exécution pendant et après les Jeux.*

À Vancouver, le professeur Benjamin Perrin, de la Faculté de droit de l'université de la Colombie-Britannique, a fondé l'organisation *The Future Group* qui a publié un rapport en novembre 2007 sur les risques de traite humaine lors des Jeux Olympiques 2010<sup>3</sup>.

*Vancouver est considérée comme une plaque tournante de la traite humaine du côté du Pacifique. Les trafiquants voient les jeux olympiques de 2010 comme la plus grande opportunité qui se présente à eux depuis des décennies. Chaque fois qu'il y a un afflux de touristes étrangers et de l'argent, il y a une énorme demande pour le commerce du sexe.*<sup>4</sup>

Richard Poulin, sociologue et auteur de plusieurs ouvrages, précise :

*Au moment des festivités sportives, il faut, semble-t-il, permettre aux hommes de se défouler et, pour cela, leur faciliter l'accès au sexe et au corps des jeunes femmes. Cet assujettissement d'une partie de l'humanité au plaisir et au pouvoir d'une autre partie, que certain-es veulent légaliser, pose pourtant de sérieuses questions éthiques dans un pays qui prétend promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes.*



### **Pour des jeux olympiques libres de toute traite humaine**

On ne craint pas seulement une croissance de la traite en vue de répondre à la «demande», mais aussi la légalisation des bordels. En effet, des groupes demandaient l'ouverture de bordels coopératifs légaux pour la durée des Jeux.

Le 6 décembre 2007, l'Aboriginal Women's Action Network (AWAN) de Colombie-Britannique, dans une déclaration publique, dénonçait le projet de bordel légal, projet

soutenu par le maire de Vancouver alors en fonction, soit la députée néo-démocrate Libby Davies et des groupes pro-industries du sexe. L'AWAN prenant partie pour les intérêts des femmes les plus vulnérables – les prostituées de rue, dont un grand nombre sont des jeunes femmes et des jeunes filles autochtones – a invité les citoyens à exprimer leur opposition aux élus et aux personnalités publiques. Un groupe d'anciennes prostituées, X-PALSS, (*Ex-Prostitutes Against Legislated Sexual Servitude*) affirme aussi son opposition en déclarant :

*Comme hôte des Jeux olympiques de 2010, nous voulons que notre ville, notre domicile, refuse de prendre part au marché mondial de la chair fraîche qu'est le tourisme sexuel et adresse au monde entier le message clair que l'on ne vendra pas de femmes à Vancouver.*

En novembre 2007, dans la foulée du Forum sur la traite des êtres humains qui a lieu à Vancouver, le site Internet de la Conférence religieuse canadienne (CRC) proposait d'envoyer des lettres, des cartes postales aux députés provinciaux et fédéraux, au Premier ministre du Canada et aux membres du Conseil d'administration de VANOC (le Comité olympique de Vancouver) revendiquant des « Olympiques sans trafic humain ». Dans le même ordre d'idée, la CRC a préparé une trousse *Nous sommes un village global* pour sensibiliser les jeunes au phénomène de la traite humaine.

### **Traite humaine et migration**

Dans le contexte de la traite des personnes, il est important de tenir compte de la question connexe du passage de migrants clandestins, une notion que l'on confond souvent avec la traite de personnes. Le passage de clandestins, ce que certains pourraient appeler l'« aide à la migration », vise à aider une personne à franchir une frontière illégalement moyennant rémunération. Dans un tel cas, la personne transportée paie le passeur de clandestins pour obtenir ce type de service. À son arrivée, la personne peut simplement être déposée et ne plus avoir de contact avec le passeur.

En revanche, la traite des personnes fait intervenir la tromperie, la contrainte ou la servitude pour dettes dans le but d'exploiter les personnes qui sont transportées d'un endroit à l'autre.

Toutefois, la traite des personnes et le passage de clandestins se recoupent souvent. Tout comme les victimes de la traite, les migrants introduits clandestinement se retrouvent fréquemment dans des situations où ils sont exploités.

Source : Laura Barnett, *La Traite des personnes*, juillet 2008, rapport disponible en ligne : [www.parl.gc.ca/information/library/PRBpubs/prb0624-f.htm#adefinitions](http://www.parl.gc.ca/information/library/PRBpubs/prb0624-f.htm#adefinitions)

Au Québec, plus d'une quinzaine de communautés religieuses forment le Comité d'action contre la traite humaine interne et internationale (CATHII). En lien avec plusieurs organisations, dont la *Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle* (CLES) basée à Montréal et *Résist exploitation, embrace dignity* (REED) à Vancouver qui a lancé en mai dernier sa campagne, *Buying Sex is Not a Sport*, Le CATHII a non seulement partagé sa préoccupation à l'égard d'une augmentation de la traite des personnes lors des jeux olympiques d'hiver 2010 à Vancouver, mais aussi proposé des outils d'action concrète, dont l'envoi de cartes postales.

Les évêques catholiques de la Colombie-Britannique et du Yukon ont publié une lettre pastorale sur la traite des femmes et des enfants. Les évêques invitent le gouvernement à continuer la mise en place de services d'aide et de soutien aux victimes ou à offrir un processus de réhabilitation qui respecte la dignité humaine et à renforcer les mesures de protection pour les rescapées de la traite.

Le gouvernement de la Colombie-Britannique est le seul gouvernement provincial à avoir ouvert un bureau pour combattre la traite des personnes - *Office to Combat Trafficking in Persons* (OCTIP).

## **Un important travail de sensibilisation et de lobbying**

Outre l'important travail de sensibilisation et de conscientisation, par des sessions et des articles, les membres du CATHII font pression auprès des députés, des sénateurs et des ministres pour que le gouvernement du Canada respecte les engagements internationaux qu'il a signés pour contrer les trafiquants et venir en aide aux personnes victimes de la traite. Sur son site web, la Conférence Religieuse Canadienne, représentant plus de 200 congrégations religieuses d'hommes et de femmes, qui est aussi membre de CATHII, propose un guide d'action sur le lobbying.

Plusieurs groupes ont choisi une journée ou un moment dans la journée pour souligner publiquement leur solidarité avec les victimes de la traite par la prière tout en poursuivant leur lutte sur d'autres plans. Devant cette situation inacceptable d'exploitation des femmes et des enfants, et malgré la complexité du phénomène, des communautés religieuses, avec leurs membres, associés et amis, ont déployé leurs énergies pour libérer ces esclaves modernes. Elles ont fondé un organisme reconnu par les Nations Unies connue sous le nom d'UNANIMA International qui tient une campagne intitulée *Arrêtez la demande*. Aux États-Unis, une vigile silencieuse est organisée chaque premier dimanche du mois.

Dans l'Ouest canadien, l'attention est portée aux femmes autochtones qui sont souvent victimes de la traite interne et de l'exploitation sexuelle.

La lutte contre l'exploitation et la traite humaine n'est pas finie. Toutefois, les organisations et les personnes mobilisées pour contrer l'exploitation sexuelle de femmes et d'enfants lors des jeux de Vancouver témoignent de la volonté grandissante de mettre fin à cet infâme phénomène.◀

---

1 L'auteure travaille au Bureau de justice sociale de la congrégation des Sœurs de Sainte-Anne et elle est membre de Comité d'action contre la traite humaine interne et internationale (CATHII).

2 Laura Barnett, *La traite des personnes*, PRB 06-24F, Ottawa, Service d'information et de recherche parlementaires, Bibliothèque du Parlement, 31 juillet 2006.

3 On peut consulter ce rapport sur le site : <http://tfqwebmaster.web.aplus.net/>

4 Cité sur le site [www.no2010.com/node/501](http://www.no2010.com/node/501) (traduction libre)